EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 15 février 2018

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 185 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Patrick APPARICIO - Philippe ARDHUIN - Sophie ARTARIA-AMARANTINIS - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Sylvia BARTHELEMY - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Moussa BENKACI - François BERNARDINI - Sabine BERNASCONI - André BERTERO - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Jean-Louis BONAN - Jacques BOUDON - Michel BOULAN - Frédéric BOUSQUET - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Marie-Christine CALATAYUD - Henri CAMBESSEDES - Christine CAPDEVILLE - Laure-Agnès CARADEC - Marie-Arlette CARLOTTI - Eric CASADO - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Martine CESARI - Bruno CHAIX - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Maurice CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Jean-David CIOT - Frédéric COLLART - Auguste COLOMB - Monique CORDIER - Jean-François CORNO - Pierre COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Monique DAUBET-GRUNDLER - Philippe DE SAINTDO - Sophie DEGIOANNI - Jean-Claude DELAGE - Christian DELAVET - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Bernard DESTROST - Sylvaine DI CARO - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY- OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Hervé FABRE-AUBRESPY - Jean-Claude FERAUD - Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI - Gilbert FERRARI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY- VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Loïc GACHON - Daniel GAGNON - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Georges GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Philippe GRANGE - Frédéric GUINIERI - Olivier GUIROU - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Eliane ISIDORE - Nicolas ISNARD - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Maryse JOISSAINS MASINI - Mireille JOUVE - André JULLIEN - Didier KHELFA - Dany LAMY - Michel LAN - Eric LE DISSÈS - Michel LEGIER - Gaëlle LENFANT - Jean-Marie LEONARDIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Hélène LHEN-ROUBAUD - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Richard MALLIÉ - Joël MANCEL - Rémi MARCENGO - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Régis MARTIN - Bernard MARTY - Marcel MAUNIER - Roger MEI - Arnaud MERCIER - Xavier MERY - Michel MILLE - Danielle MILON - Richard MIRON - Jean-Claude MONDOLINI - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Yves MORAINÉ - Pascale MORBELLI - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Serge PEROTTINO - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Jean-Jacques POLITANO - Gérard POLIZZI - Véronique PRADEL - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - René RAIMONDI - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Eric SCOTTO - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Emmanuelle SINOPOLI - Monique SLISSA - Jules SUSINI - Luc TALASSINOS - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jean-Louis TIXIER - Jocelyne TRANI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Philippe VERAN - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Patrick VILORIA - Yves WIGT - David YTIER - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Guy ALBERT représenté par Régis MARTIN - Serge ANDREONI représenté par Didier KHELFA - Guy BARRET représenté par Arnaud MERCIER - Patrick BORÉ représenté par Roland GIBERTI - Valérie BOYER représentée par Frédéric DOURNAYAN - Jean-Louis CANAL représenté par Stéphane MARI - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Virginie MONNET-CORTI - Robert DAGORNE représenté par Maurice CHAZEAU - Sandra DALBIN représentée par Catherine PILA - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Olivier FREGEAC représenté par Joël MANCEL - Alexandre GALLESE représenté par Maryse JOISSAINS MASINI - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES - Nicole JOULIA représentée par François BERNARDINI - Nathalie LAINE représentée par Patrick GHIGONETTO - Albert LAPEYRE représenté par Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre MAGGI représenté par Olivier GUIROU - Irène MALAUZAT représentée par Philippe DE SAINTDO - Christophe MASSE représenté par Eric SCOTTO - Florence MASSE représentée par Nathalie PIGAMO - Georges MAURY représenté par Yves BEAUVAL - Danielle MENET représentée par Alain ROUSSET - Yves MESNARD représenté par André JULLIEN - Marie-Claude MICHEL représentée par Jean-Claude MONDOLINI - Chrystiane PAUL représentée par Marie-Louise LOTA - Roger PIZOT représenté par Jean-David CIOT - Julien RAVIER représenté par Mireille BALLETTI - Maryse RODDE représentée par Frédéric VIGOUROUX - Carine ROGER représentée par Martine RENAUD - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Maxime TOMMASINI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - Loïc BARAT - Odile BONTHOUX - Nadia BOULAINSEUR - Laurent COMAS - Claude FILIPPI - Samia GHALI - Albert GUIGUI - Stéphane LE RUDULIER - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Patrick MENNUCCI - André MOLINO - Stéphane PAOLI - Roger PELLENC - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Patrick PIN - Henri PONS - Roland POVINELLI - Marie-France SOURD GULINO - Karim ZERIBI - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Étaient représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Monique CORDIER par Michel AZOULAY à 10h52 – Bernard RAMOND par Frédéric GUINIERI à 11h00.

Étaient excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Roger RUZE à 10h05 - Michel LAN à 10h53 - Jean-Louis BONAN à 10h54 – Arlette FRUCTUS à 10h54 – Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES à 10h54 - Marie-Laure ROCCA-SERRA à 11h00 - Antoine MAGGIO à 11h00 - Marie MUSTACHIA à 11h00 – Dominique TIAN à 11h00 - Michel MILLE à 11h05 - Marie-Arlette CARLOTTI à 11h05 - Frédéric COLLART à 11h15 - Lisette NARDUCCI à 11h15 - Gérard POLIZZI à 11h20.

Monsieur le Président a proposé au Conseil de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

URB 012-3570/18/CM

■ Poursuite des procédures d'élaboration - révision des Règlements Locaux d'Urbanisme (RLP) des communes du Territoire du Pays d'Aix MET 18/6469/CM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. envir.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. envir.). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. envir.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1er janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de prescription	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	19/04/2012 et 14/05/2013	Élaboration RLP	
Fuveau	26/03/2012	Élaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Élaboration RLP	
Pertuis	15/12/2015	Élaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	24/10/2016	Révision RLP	
Les Pennes-Mirabeau	24/06/2014	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité au 1er janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	08/12/2017	Élaboration RLP	
Fuveau	23/10/2017	Élaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Élaboration RLP	
Pertuis	05/12/2017	Élaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	04/12/2017	Révision RLP	
Les Pennes Mirabeau	30/11/2017	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018

- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ;
- Les délibérations du Conseil municipal de la commune de Cabriès du 19 avril 2012 et 14/05/2013 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Cabriès ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Fuveau du 26 mars 2012 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Fuveau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de La Roque d'Anthéron du 13 décembre 2017 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis du 15 décembre 2015 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Bouc-Bel-Air du 24 octobre 2016 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune de la Bouc-Bel-Air ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Meyreuil du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du règlement local de publicité de la commune de Meyreuil ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Venelles du 12 décembre 2017 engageant la procédure de modification n° 1 du règlement local de publicité de la commune de Venelles ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Fuveau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 23 octobre 2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 5 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Bouc-Bel-Air à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 4 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune des Pennes-Mirabeau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30 novembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- L'accord de la commune de Venelles à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a, par délibérations du 19 avril 2012 et 14 mai 2013, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018

- Que la commune de Fuveau a, par délibération du 26 mars 2012, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a, par délibération du 13 décembre 2017, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Pertuis a, par délibération du 15 décembre 2015, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Bouc-Bel-Air a, par délibération du 24 octobre 2016, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune des Pennes-Mirabeau a, par délibération du 24 juin 2014, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Meyreuil a, par délibération du 12 décembre 2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Venelles a, par délibération du 12 décembre 2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ont été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes de Cabriès, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Bouc-Bel-Air, Pertuis, Les Pennes-Mirabeau, Meyreuil et Venelles ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 8 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibérations du Conseil municipal du 19 avril 2012 et du 14 mai 2013.
- de l'accord de la Commune de Fuveau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 23 octobre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 26 mars 2012.
- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2017.
- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 5 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 15 décembre 2015.
- de l'accord de la Commune de la Bouc-Bel-Air exprimé par délibération de son Conseil municipal du 4 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24 octobre 2016.
- de l'accord de la Commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30 novembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24 juin 2014.

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018

- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017.
- de l'accord de la Commune de Venelles exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12 décembre 2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017.

Article 2 :

Les procédures suivantes sont poursuivies :

Commune de Cabriès : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Cabriès, engagée par délibérations du Conseil municipal en date du 19 avril 2012 et du 14 mai 2013.

Commune de Fuveau : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Fuveau, engagée le 26 mars 2012 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Roque d'Anthéron : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de la Roque d'Anthéron, engagée le 13 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Pertuis : Elaboration du règlement local de publicité de la Commune de Pertuis, engagée le 15 décembre 2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Bouc-Bel-Air : Révision du règlement local de publicité de la Commune de Bouc-Bel-Air engagée le 24 octobre 2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune des Pennes-Mirabeau : Révision du règlement local de publicité de la Commune des Pennes Mirabeau engagée le 24 juin 2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Meyreuil : Modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Meyreuil engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Venelles : Modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Venelles engagée le 12 décembre 2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Stratégie et Aménagement du Territoire,
SCOT et Schémas d'urbanisme

Henri PONS

Signé le 15 Février 2018
Reçu au Contrôle de légalité le 06 mars 2018